



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Commission nationale  
du patrimoine et de l'architecture**

Première section

*Séance du 17 mars 2022*

La séance est ouverte à 9 h 30 sous la présidence de M. Albéric de Montgolfier, sénateur d'Eure-et-Loir, président de la CNPA, pour la matinée, puis sous la présidence de Mme Isabelle Chave, sous-directrice des monuments historiques et des sites patrimoniaux, pour l'après-midi. Elle est close à 17 h 30.

La séance est consacrée à l'examen de six projets : le projet de révision du plan de sauvegarde et de mise en valeur du site patrimonial remarquable de Saint-Émilion (Gironde), les projets de classement au titre des sites patrimoniaux remarquables d'une partie des territoires des communes de Bruniquel, Caylus et Montricoux (Tarn-et-Garonne) et de Penne (Tarn) et le projet de modification du périmètre du site patrimonial remarquable de Saint-Antonin-Noble-Val (Tarn-et-Garonne).

**Membres participants votants :**

**M. Albéric de Montgolfier**, sénateur d'Eure-et-Loir, président de la CNPA ;  
**Mme Isabelle Chave**, sous-directrice des monuments historiques et des sites patrimoniaux ;  
**Mme Marie-Christine Nardin**, adjointe au chef du bureau des sites patrimoniaux et du patrimoine mondial, représentant le directeur général des patrimoines et de l'architecture ;  
**M. Thomas Marchal**, représentant la directrice générale de l'aménagement, du logement et de la nature ;  
**M. Bertrand Hervier**, représentant le directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages ;  
**M. Pascal Mignerey**, chef de la délégation à l'inspection, à la recherche et à l'innovation ;  
**M. Philippe Hénault**, inspecteur des patrimoines ;  
**M. Christian Douale**, directeur du pôle patrimoine et architecture, DRAC des Hauts-de-France ;  
**Mme Emmanuelle Didier**, architecte des Bâtiments de France, cheffe de l'UDAP du Rhône ;  
**M. Didier Herbillon**, maire de Sedan ;  
**Mme Marylise Fleuret-Pagnoux**, première adjointe au maire de La Rochelle ;  
**Mme Christine Bru**, fédération Patrimoine-Environnement ;  
**M. Denis Grandjean**, Association des biens français du patrimoine mondial ;  
**Mme Sibylle Madelain-Beau**, association Sites et monuments ;  
**Mme Marylise Ortiz**, directrice de Sites et Cités remarquables de France ;  
**Mme Élisabeth Blanc**, architecte-urbaniste ;  
**Mme Camille Gérome-André**, architecte du patrimoine ;  
**Mme Hélène Le Rai**, chargée de mission habitat ancien et copropriété, ANRU ;  
**M. Claude Quillivic**, chef du service du patrimoine et de l'inventaire, Région Centre-Val de Loire ;  
**Mme Anne Vourc'h**, conseillère pour le réseau des Grands sites de France.

**Secrétariat de la première section :**

**Mme Élisabeth Cheuret**, chargée de mission « sites patrimoniaux remarquables ».

**Quorum : 20/26**

## AVIS SUR PROJET DE RÉVISION D'UN PLAN DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR

### Saint-Émilion (Gironde)

#### Présentation :

— **Représentants de la commune de Saint-Émilion** : **M. Bernard Lauret**, maire de Saint-Émilion et président de la communauté de communes du Grand Saint-Émilionnais, **Mme Valérie Barge**, directrice générale, adjointe en charge de l'aménagement du territoire à la communauté de commune du Grand Saint-Émilionnais

— **Chargée d'études** : **Mme Alexandra San**, architecte du patrimoine, atelier Lavigne

— **Direction régionale des affaires culturelles de Nouvelle-Aquitaine** : **Mme Emmanuelle Maillet**, conseillère pour l'architecture et les espaces protégés, et **M. Vincent Cassagnaud**, architecte des Bâtiments de France

— **Expertise de l'inspection des patrimoines** : **Mme Marie-Laure Petit**, collègue Architecture et espaces protégés

#### — Introduction par le président :

La commune de Saint-Émilion se situe à l'est de Bordeaux, sur un plateau de la vallée de la Dordogne. La ville s'est établie suivant le relief et comprend ainsi deux entités lisibles, une ville haute et une ville basse. Au milieu d'un paysage de vignes, la forme ellipsoïdale de sa forteresse enclot totalement la ville médiévale et lui confère un caractère monumental, à fort enjeu patrimonial. La renommée du centre historique de la ville génère de très importants flux touristiques à l'échelle mondiale.

La ville est positionnée au cœur de l'ancienne juridiction de Saint-Émilion, dont les limites historiques constituent le bien « Juridiction de Saint-Émilion », inscrit au patrimoine mondial en 1999 au titre des paysages culturels. Le bien comprend huit communes, membres de la communauté de communes du Grand Saint-Émilionnais. Il est doté d'une zone tampon et son plan de gestion a été déposé à l'UNESCO en 2014.

Le secteur sauvegardé de la cité de Saint-Émilion, qui comprend l'ensemble du bourg fortifié ainsi que les faubourgs au nord et au sud du bourg, a été créé par arrêté ministériel le 4 août 1986 et son plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) approuvé le 20 septembre 2010. Par arrêté préfectoral du 13 avril 2016, le PSMV a été mis en révision.

La révision du PSMV tend à répondre à différents objectifs, notamment pour actualiser et affiner la connaissance du patrimoine, assurer la maîtrise du développement du territoire face aux besoins des habitants, valoriser la ville de Saint-Émilion comme centre du bien inscrit sur la liste du patrimoine mondial et tenter de gérer la pression touristique sur ce site d'exception.

Le projet de révision du PSMV a été approuvé par délibération du conseil communautaire de la communauté de communes du Grand Saint-Émilionnais, compétente en matière d'urbanisme, le 10 février 2022.

#### — Présentation du dossier :

**M. Bernard Lauret** indique que le projet de PSMV est le fruit d'une forte volonté politique et d'une collaboration étroite avec les services de l'État. Parmi les objectifs de révision du PSMV, la problématique de la gestion des flux touristiques, qui ont entraîné la transformation de nombreuses maisons en commerces, est un enjeu de tout premier ordre. L'objectif est de rendre à ces maisons leur vocation d'habitation et, par extension, de reconquérir le bourg historique afin d'attirer la population dans le bâti existant.

**Mme Emmanuelle Maillet** rappelle que l'ensemble urbain et architectural de Saint-Émilion est tout particulièrement exceptionnel et monumental, attirant plus d'un million de visiteurs par an. La conservation de cet ensemble est portée depuis de nombreuses années par la commune et la communauté de communes du Grand Saint-Émilionnais, en concertation étroite avec les services de l'État. Le projet de révision du PSMV, engagé en 2016, est financé à parts égales par la collectivité territoriale et l'État. Il résulte d'un travail de concertation entre les élus, les services de la commune de Saint-Émilion et de la communauté de communes du Grand Saint-Émilionnais, les services patrimoniaux de la DRAC, la commission locale du SPR (CLSPR) et l'Inspection des patrimoines. Ce projet, qui s'articule avec les autres outils en vigueur, a pour objectif de permettre la conservation et la mise en valeur du patrimoine, mais également de replacer les habitants au centre de la politique portée par les collectivités territoriales. Le projet urbain décline à ce titre deux objectifs : la reconquête du logement vacant et le maintien des habitants dans la cité.

**M. Vincent Cassagnaud** insiste sur la vacance constatée à Saint-Émilion, corollaire de l'attractivité touristique forte de la ville. De nombreux logements ont été transformés en hébergements touristiques, et les rez-de-chaussée, en restaurants et commerces de vin. Le maire et son équipe ont ainsi mesuré la baisse inexorable du nombre d'habitants au fil des années. La révision du PSMV a donc vocation à satisfaire la nouvelle vision politique, incluant la ré-interrogation du modèle touristique et la réappropriation du centre ancien par les habitants. Un diagnostic urbain a permis de dresser un tableau de la situation, nourri par un projet de recherche de l'université de Bordeaux. Tous les immeubles composant le tissu urbain du SPR ont été visités, offrant au bureau d'études une certaine exhaustivité dans le travail d'analyse et de révision du PSMV.

Un emplacement réservé a ainsi été prévu au PSMV, afin d'affirmer clairement la volonté de résoudre la problématique des stationnements, à délocaliser. La spécificité saint-émilionnaise - les carrières souterraines, très vastes et sur plusieurs niveaux - pourrait servir à installer des puits canadiens, en réponse aux exigences environnementales. Une orientation d'aménagement et de programmation (OAP), qui permettra de répondre avec justesse au projet politique, est prévue au sud du bourg, zone actuellement occupée par une maison de maître. La collectivité territoriale a acquis la parcelle pour développer un programme mixte, d'habitat social et de services de santé, essentiels pour la population. L'habitat, au sud du bourg, a vocation à être sanctuarisé par l'interdiction de transformation des logements en commerces. Enfin, M. Cassagnaud rappelle la concertation étroite entre les différents partenaires du projet de PSMV et souligne l'efficacité dans son développement et sa gestion.

**Mme Alexandra San** lance la présentation du projet de PSMV en mettant en lumière le patrimoine exceptionnel de Saint-Émilion dans la ville haute et la ville basse et le paysage autour de la cité. Les huit axes du projet urbain développés dans le PSMV reprennent les objectifs portés par les élus. Saint-Émilion, à 39 kilomètres de l'agglomération de Bordeaux, se développe sur 2 596 hectares et compte 200 habitants permanents au sein de la cité. Le PSMV, approuvé en 2010, couvre 29 hectares, dont 1 297 immeubles identifiés. Le périmètre comprend l'enceinte fortifiée, les abords du bourg au nord et au sud et un grand domaine viticole au sud. Les immeubles non bâtis comprennent des jardins et des parcelles de vignes qui participent au caractère exceptionnel de la ville. Le SPR comprend 15 immeubles protégés au titre des monuments historiques sur les 24 présents sur le territoire de la commune. Un site classé couvre en partie le SPR et le patrimoine archéologique est protégé par des zones de présomption de prescription archéologique.

La ville haute s'est implantée sur une combe sur un plateau rocheux. La ville basse, elle, s'est développée au XIX<sup>e</sup> siècle, marquée par le passage de deux ruisseaux, encore décelables dans la ville. Les carrières sont un élément fondateur du paysage urbain. Des affleurements rocheux ponctuent la ville et sont retranscrits grâce à la légende du PSMV comme des fronts de taille à préserver. L'espace fortifié, accompagné de fossés et d'une enceinte très bien conservée, a été représenté par Léon Drouyn, en plusieurs témoignages intéressants de cet ensemble.

La révision du PSMV s'est fondée sur le nouveau projet urbain porté par les élus et les techniciens de la collectivité territoriale, notamment. Le diagnostic a intégré les fiches inventaire pour une

meilleure connaissance du bâti dans un objectif de prise en compte de l'évolution des immeubles afin d'arrêter un parti pris architectural. L'étude des typologies architecturales a été alimentée par l'analyse des architectures médiévales, du XVII<sup>e</sup> siècle et des XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles qui ont participé à l'évolution du paysage de la ville. L'architecture de composition superposée est intéressante : les pignons médiévaux des maisons ont été alignés puis agrémentés d'une façade au XIX<sup>e</sup> siècle, et présentent de forts enjeux de valorisation.

Le diagnostic a également permis de mieux prendre en compte les espaces libres. Des prescriptions relatives aux jardins protégés manquent encore, mais la valeur des jardins a été réévaluée dans le cadre du projet de révision du PSMV, notamment pour leur participation à la qualité des rues du bas de la cité. Caves et carrières ont fait l'objet d'une attention particulière après l'identification de leur importance patrimoniale. L'enceinte et les fossés ont une valeur globale et vont bénéficier d'emplacements réservés, afin de recevoir un projet d'ensemble permettant de les maintenir comme espaces libres, jardins et espaces plantés. L'objectif est de retrouver un espace plus perméable. Les espaces publics présentent des enjeux croisés entre valeur d'usage et valeur d'image. Le diagnostic urbain et le fonctionnement de la ville mettent en exergue des thématiques plus larges que le PSMV : les liaisons, les transports, les mobilités, les stationnements, etc. Ces éléments ont été articulés avec le schéma de cohérence territoriale (SCOT), le programme local de l'habitat (PLH), le PLU et le SPR issu de l'AVAP pour le grand paysage autour de la cité.

Le PSMV actuel présente deux secteurs : le secteur touristique et le secteur dédié aux habitants, déclinés dans une série d'axes. L'objectif visé par l'axe 1 se concentre sur les habitants de la cité. L'axe 2 réinterroge le modèle touristique et se poursuit par la mise en valeur du cadre urbain prévue par l'axe 3. L'axe 4 est dédié à un projet de développement durable. L'axe 5 traite de l'évolution du bâti et l'axe 6 vise à insérer le PSMV dans un projet de territoire, en lien avec les autres documents applicables. L'axe 7 prévoit de réinvestir et de préserver les carrières. Enfin, l'axe 8 arrête un plan d'embellissement de la cité.

Le fichier immeubles a été constitué grâce à des visites de 84 % des parcelles et permet de disposer d'une bonne visibilité du bâti. Les autres annexes du PSMV ont été développées notamment à partir des éléments intérieurs intéressants identifiés. Les immeubles identifiés par la légende graphique constituent des éléments isolés qui présentent un intérêt de conservation et sont restitués au sein d'une liste. Les éléments extérieurs (portails, puits, etc.) sont identifiés par une étoile sur le document graphique. Les immeubles non protégés bénéficient de prescriptions à valeur de projet, principalement. Des secteurs de ruines ont fait l'objet de projets de construction afin d'offrir des poches de constructibilité.

Une OAP a été développée sur la place Bouqueyre, à l'entrée sud de la ville, afin de proposer un établissement recevant du public destiné aux habitants et aux professions médicales et un projet de logements permanents pour les médecins. L'objectif est de conserver l'existant, de construire un immeuble à gabarit similaire, de reformer une cour et de conserver le jardin avec son échappée visuelle. Cette OAP a été articulée en fonction de l'espace public d'accompagnement et des vestiges situés au pied de la place.

Le lien entre le projet de révision du PSMV et les outils opérationnels, dont l'opération de restauration immobilière (ORI) et l'opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH), a fait l'objet d'un réel échange. Le dialogue a aussi été fructueux avec l'établissement public foncier qui porte le projet de la place Bouqueyre.

Enfin, sur le plan de la concertation, trois réunions publiques ont été organisées ainsi que des événements à l'occasion des Journées européennes du patrimoine, des informations régulières sur les sites Internet de la communauté de communes du Grand Saint-Émilionnais et de la commune et un cahier a été mis à disposition de la population à Saint-Émilion.

— **Expertise de l'inspection des patrimoines :**

**Mme Marie-Laure Petit** indique que la révision du PSMV a pour objectif majeur de redonner la priorité à la vie locale et de réinterroger la fonction touristique de Saint-Émilion. À ce titre, un secteur réservé aux logements a été conforté, des dispositions règlementaires ont été prises pour soutenir le commerce de proximité, donner plus de possibilités d'évolution du bâti et assurer une meilleure mixité sociale. Des recherches approfondies en archéologie du bâti ont été publiées depuis l'approbation initiale du PSMV, que le projet de révision a intégrées. Le fichier immeubles a été repris, affinant les attributions de la légende et la réflexion sur l'évolution du bâti.

Face à la contrainte de sécurisation des cavités souterraines, une approche patrimoniale a été proposée pour répondre aux risques sans abandonner pour autant ce marqueur fort de l'identité de la commune. Enfin, les objectifs de mise en valeur du bâti et des espaces publics ont été réinterrogés en bénéficiant du bilan du PSMV initial et actualisés par la prise en compte des évolutions climatiques. Le projet de PSMV a été mis à jour et « normalisé » avec l'adoption de la structure du PLU et de la légende graphique, arrêtée en 2018. Les enjeux urbains ont été bien cernés et des réponses leur sont apportées, tandis que les objectifs de mise en valeur sont confortés et mieux hiérarchisés.

Une OAP, place Bouqueyre, vient encadrer un projet d'aménagement mixte, de commerces de proximité, de services et de logements, dont on espère qu'il contribuera au rééquilibrage urbain. La réalisation de cette OAP devra être exemplaire par sa qualité architecturale et son insertion. Dans ce lieu très sensible, l'excellence doit être assurée.

Le périmètre très resserré du PSMV de Saint-Émilion n'a pas été modifié à l'occasion de cette révision, mettant l'accent sur la nécessaire coordination avec les autres documents qui l'entourent et certains outils opérationnels en place : SCoT, PLUi, SPR issu de l'AVAP, OPAH, ORI, notamment.

Le rapport de présentation affirme clairement que tout est mis en œuvre pour que le PSMV assure sa part, mais de nombreuses questions cruciales ne trouveront un apaisement qu'avec l'appui des autres dispositifs, notamment en ce qui concerne l'aide au logement, la desserte et l'offre de stationnement que le PSMV ne peut résoudre seul. Ce projet, fruit d'une longue concertation entre les collectivités territoriales et les services de l'État, reflète l'ambition de maintenir une conservation du patrimoine exemplaire et de rendre le SPR accessible en termes de logements et de services. Projet de révision circonstancié et abouti, le PSMV paraît répondre avec réalisme aux forts enjeux de ce remarquable ensemble urbain, tout en rappelant le rôle crucial du territoire qui l'entoure pour l'aider à remplir ses objectifs.

#### **--- Débat :**

**Mme Élisabeth Blanc** souligne la complétude du document, qui met bien en évidence la nécessité de travailler à des échelles réduites. Il s'agit du premier PSMV avec la nouvelle légende qui peut faire office d'exemple, notamment pour la représentation des immeubles protégés et des éléments intérieurs, qui doivent être clairement identifiés dans le PSMV. Le règlement fait apparaître une règle proposant une visite systématique de l'ABF pour les travaux intérieurs. Cela semble présenter une fragilité juridique, les éléments intérieurs protégés par le PSMV devant être clairement identifiés. Cela pose la problématique des PSMV à très grande échelle, dont les intérieurs ne peuvent être visités en totalité. S'agissant des éléments d'architecture protégés, le règlement évoque leur dépose et leur réutilisation dans l'immeuble, ce qui soulève une interrogation juridique et technique.

**M. Cassagnaud** souligne que les visites d'intérieurs permettent de demander un reportage photographique exhaustif. La possibilité de réutilisation d'éléments architecturaux est également intéressante. Un exemple très récent concerne des cheminées, déposées puis réutilisées dans l'immeuble, à la suite d'un incendie.

**Mme Blanc** indique que des éléments intérieurs non identifiés en amont de l'approbation du PSMV ne peuvent être protégés, notamment à l'occasion de visites.



**M. Cassagnaud** précise que tous les éléments patrimoniaux à conserver sont présents dans le fichier immeubles et rappelle les situations de découverte fortuite, comme au sein du SPR de Carcassonne, où des mesures complémentaires de protection ont été prises.

**Mme Blanc** insiste sur la limite représentée par les cas de découverte fortuite et indique que la question de la protection d'éléments intérieurs après approbation du PSMV se pose de manière générale.

**M. de Montgolfier** propose des modifications rédactionnelles concernant les dispositions prévues pour les visites d'intérieurs par l'ABF à l'occasion de travaux projetés au sein du SPR afin de s'assurer qu'elles soient conformes au code du patrimoine et au code de l'urbanisme.

**Mme Marylise Ortiz** souligne la prise en compte des éléments de nature en ville et l'intégration de l'environnement dans la réflexion du projet de révision du PSMV, notamment par le biais des fiches de développement durable d'une très grande qualité. Elle rappelle que la question des carrières est récurrente dans de nombreux territoires, à l'instar de Laon, et qu'il convient d'engager des réflexions sur leur usage. Enfin, elle interroge le maire de Saint-Émilion au sujet du projet de labellisation Villes et Pays d'art et d'histoire (VPAH), engagé il y a plusieurs années.

**M. Bernard Lauret** confirme que le projet de label VPAH, qui comprend huit communes, est bien en cours actuellement.

**Mme Emmanuelle Didier** reconnaît le caractère innovant du PSMV, notamment en matière de développement durable et d'objectifs relatifs aux espaces publics. Les fiches en annexe sur le développement durable posent la question de leur traduction réglementaire dans le PSMV. Elle s'interroge également sur la prise en compte des enseignes au sein du PSMV, réglementées par le code de l'environnement et non par le code de l'urbanisme.

**Mme Alexandra San** précise que les fiches relatives au développement durable trouvent leur traduction réglementaire dans la préservation des espaces libres et dans les prescriptions relatives à l'utilisation des matériaux, notamment. Concernant le bâti ancien, il s'agit de viser une restauration avec des matériaux appropriés, respectueux de sa qualité, ainsi qu'avec des matériaux biosourcés, afin d'améliorer les qualités thermiques. Quant aux enseignes, elles ont fait l'objet de nombreuses discussions et ont été prises en compte au sein du PSMV au vu de la récurrence de la problématique du grand nombre d'installations d'enseignes.

**M. Cassagnaud** insiste sur la très forte pression commerciale et le turn-over très fort des commerces. Les demandes au titre du code de l'environnement sont nombreuses et le document cadre vient fixer les règles, en attente du règlement local de publicité (RLP).

**M. Denis Grandjean** salue le maire de Saint-Émilion et souligne les qualités du projet de PSMV, qui doit préserver le caractère résidentiel de la cité. La reconquête des parcelles disponibles pour améliorer l'habitabilité est très intéressante à ce titre. Il s'interroge sur les cônes de vues et leur articulation avec les vignobles.

**M. Cassagnaud** rappelle que trois cônes de vues ont été créés et sont orientés vers la cité médiévale. Les autres cônes de vues sont régis par le SPR issu de l'AVAP, qui fait office de plan de gestion du bien inscrit sur la liste du patrimoine mondial. Le règlement du SPR/AVAP contraint les hauteurs et limite par conséquent la constructibilité, ou assure des constructions harmonieuses.

**Mme Anne Vourc'h** salue le travail réalisé, qui favorise la résidentialité dans un village soumis à une grande pression touristique. De nombreuses autres communes, comme les Baux-de-Provence, mériteraient d'afficher cette même volonté politique de maîtrise de l'hébergement de tourisme. Elle s'interroge sur les outils à disposition de la Ville, afin d'encadrer les commerces et de développer les services de proximité.

**M. Lauret** indique que 25 restaurants et 48 boutiques de vin sont implantés à Saint-Émilion. La collectivité territoriale utilise le droit de préemption, certains bâtiments communaux permettant le

maintien des métiers de bouche et d'autres étant revendus avec un cahier des charges précis, qui spécifie la destination souhaitée de l'immeuble.

**Mme Camille Gérome-André** salue également la qualité de l'étude et indique que la protection des éléments intérieurs, notamment s'agissant des PSMV de grande superficie, peut être assurée par des études favorisant la précision et une certaine exhaustivité. Son interrogation porte sur les choix des outils règlementaires pour les espaces publics, comme l'OAP et les recommandations.

**Mme San** précise que les espaces publics sont maîtrisés par la commune. En revanche, l'OAP se trouve dans un secteur qui n'est pas tout à fait sous maîtrise publique et qui présente de très nombreux enjeux justifiant ce choix. Les fossés bénéficient d'un emplacement réservé qui semble suffisant pour en assurer la gestion.

**M. Cassagnaud** précise que ces douves sont également protégées au titre des monuments historiques. L'OAP assure une certaine lisibilité et une hiérarchisation des objectifs, le choix ayant été fait de ne sélectionner que ce site, afin de se focaliser dans un premier temps sur ce secteur et de passer dans un second temps aux autres objectifs.

--- Vote

**M. de Montgolfier** soumet au vote la délibération suivante :

- **La CNPA émet un avis favorable au projet de révision du plan de sauvegarde et de mise en valeur du site patrimonial remarquable de Saint-Émilion, dont le périmètre est annexé à ce procès-verbal.**

**La proposition est adoptée à l'unanimité.**



**SAINT-EMILION GIRONDE**  
**SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE**  
**PLAN DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR**

**Document graphique**

**PLAN DES CATEGORIES**  
**Plan d'ensemble**

Scale: 1:25000  
 Date: 15/01/2010  
 Author: [Logo]

Direction des Régions, des Opérations et des Projets (DRO)	Direction des Régions, des Opérations et des Projets (DRO)	Direction des Régions, des Opérations et des Projets (DRO)
Service des Régions, des Opérations et des Projets (SRO)	Service des Régions, des Opérations et des Projets (SRO)	Service des Régions, des Opérations et des Projets (SRO)
Service des Régions, des Opérations et des Projets (SRO)	Service des Régions, des Opérations et des Projets (SRO)	Service des Régions, des Opérations et des Projets (SRO)

**LEGENDA DU PLAN DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR**

1. ZONES

1.1. ZONE D'ETUDE

1.2. ZONE D'ETUDE

1.3. ZONE D'ETUDE

1.4. ZONE D'ETUDE

1.5. ZONE D'ETUDE

1.6. ZONE D'ETUDE

1.7. ZONE D'ETUDE

1.8. ZONE D'ETUDE

1.9. ZONE D'ETUDE

1.10. ZONE D'ETUDE

1.11. ZONE D'ETUDE

1.12. ZONE D'ETUDE

1.13. ZONE D'ETUDE

1.14. ZONE D'ETUDE

1.15. ZONE D'ETUDE

1.16. ZONE D'ETUDE

1.17. ZONE D'ETUDE

1.18. ZONE D'ETUDE

1.19. ZONE D'ETUDE

1.20. ZONE D'ETUDE

1.21. ZONE D'ETUDE

1.22. ZONE D'ETUDE

1.23. ZONE D'ETUDE

1.24. ZONE D'ETUDE

1.25. ZONE D'ETUDE

1.26. ZONE D'ETUDE

1.27. ZONE D'ETUDE

1.28. ZONE D'ETUDE

1.29. ZONE D'ETUDE

1.30. ZONE D'ETUDE

1.31. ZONE D'ETUDE

1.32. ZONE D'ETUDE

1.33. ZONE D'ETUDE

1.34. ZONE D'ETUDE

1.35. ZONE D'ETUDE

1.36. ZONE D'ETUDE

1.37. ZONE D'ETUDE

1.38. ZONE D'ETUDE

1.39. ZONE D'ETUDE

1.40. ZONE D'ETUDE

1.41. ZONE D'ETUDE

1.42. ZONE D'ETUDE

1.43. ZONE D'ETUDE

1.44. ZONE D'ETUDE

1.45. ZONE D'ETUDE

1.46. ZONE D'ETUDE

1.47. ZONE D'ETUDE

1.48. ZONE D'ETUDE

1.49. ZONE D'ETUDE

1.50. ZONE D'ETUDE

1.51. ZONE D'ETUDE

1.52. ZONE D'ETUDE

1.53. ZONE D'ETUDE

1.54. ZONE D'ETUDE

1.55. ZONE D'ETUDE

1.56. ZONE D'ETUDE

1.57. ZONE D'ETUDE

1.58. ZONE D'ETUDE

1.59. ZONE D'ETUDE

1.60. ZONE D'ETUDE

1.61. ZONE D'ETUDE

1.62. ZONE D'ETUDE

1.63. ZONE D'ETUDE

1.64. ZONE D'ETUDE

1.65. ZONE D'ETUDE

1.66. ZONE D'ETUDE

1.67. ZONE D'ETUDE

1.68. ZONE D'ETUDE

1.69. ZONE D'ETUDE

1.70. ZONE D'ETUDE

1.71. ZONE D'ETUDE

1.72. ZONE D'ETUDE

1.73. ZONE D'ETUDE

1.74. ZONE D'ETUDE

1.75. ZONE D'ETUDE

1.76. ZONE D'ETUDE

1.77. ZONE D'ETUDE

1.78. ZONE D'ETUDE

1.79. ZONE D'ETUDE

1.80. ZONE D'ETUDE

1.81. ZONE D'ETUDE

1.82. ZONE D'ETUDE

1.83. ZONE D'ETUDE

1.84. ZONE D'ETUDE

1.85. ZONE D'ETUDE

1.86. ZONE D'ETUDE

1.87. ZONE D'ETUDE

1.88. ZONE D'ETUDE

1.89. ZONE D'ETUDE

1.90. ZONE D'ETUDE

1.91. ZONE D'ETUDE

1.92. ZONE D'ETUDE

1.93. ZONE D'ETUDE

1.94. ZONE D'ETUDE

1.95. ZONE D'ETUDE

1.96. ZONE D'ETUDE

1.97. ZONE D'ETUDE

1.98. ZONE D'ETUDE

1.99. ZONE D'ETUDE

2.00. ZONE D'ETUDE

2.01. ZONE D'ETUDE

2.02. ZONE D'ETUDE

2.03. ZONE D'ETUDE

2.04. ZONE D'ETUDE

2.05. ZONE D'ETUDE

2.06. ZONE D'ETUDE

2.07. ZONE D'ETUDE

2.08. ZONE D'ETUDE

2.09. ZONE D'ETUDE

2.10. ZONE D'ETUDE

2.11. ZONE D'ETUDE

2.12. ZONE D'ETUDE

2.13. ZONE D'ETUDE

2.14. ZONE D'ETUDE

2.15. ZONE D'ETUDE

2.16. ZONE D'ETUDE

2.17. ZONE D'ETUDE

2.18. ZONE D'ETUDE

2.19. ZONE D'ETUDE

2.20. ZONE D'ETUDE

2.21. ZONE D'ETUDE

2.22. ZONE D'ETUDE

2.23. ZONE D'ETUDE

2.24. ZONE D'ETUDE

2.25. ZONE D'ETUDE

2.26. ZONE D'ETUDE

2.27. ZONE D'ETUDE

2.28. ZONE D'ETUDE

2.29. ZONE D'ETUDE

2.30. ZONE D'ETUDE

2.31. ZONE D'ETUDE

2.32. ZONE D'ETUDE

2.33. ZONE D'ETUDE

2.34. ZONE D'ETUDE

2.35. ZONE D'ETUDE

2.36. ZONE D'ETUDE

2.37. ZONE D'ETUDE

2.38. ZONE D'ETUDE

2.39. ZONE D'ETUDE

2.40. ZONE D'ETUDE

2.41. ZONE D'ETUDE

2.42. ZONE D'ETUDE

2.43. ZONE D'ETUDE

2.44. ZONE D'ETUDE

2.45. ZONE D'ETUDE

2.46. ZONE D'ETUDE

2.47. ZONE D'ETUDE

2.48. ZONE D'ETUDE

2.49. ZONE D'ETUDE

2.50. ZONE D'ETUDE

2.51. ZONE D'ETUDE

2.52. ZONE D'ETUDE

2.53. ZONE D'ETUDE

2.54. ZONE D'ETUDE

2.55. ZONE D'ETUDE

2.56. ZONE D'ETUDE

2.57. ZONE D'ETUDE

2.58. ZONE D'ETUDE

2.59. ZONE D'ETUDE

2.60. ZONE D'ETUDE

2.61. ZONE D'ETUDE

2.62. ZONE D'ETUDE

2.63. ZONE D'ETUDE

2.64. ZONE D'ETUDE

2.65. ZONE D'ETUDE

2.66. ZONE D'ETUDE

2.67. ZONE D'ETUDE

2.68. ZONE D'ETUDE

2.69. ZONE D'ETUDE

2.70. ZONE D'ETUDE

2.71. ZONE D'ETUDE

2.72. ZONE D'ETUDE

2.73. ZONE D'ETUDE

2.74. ZONE D'ETUDE

2.75. ZONE D'ETUDE

2.76. ZONE D'ETUDE

2.77. ZONE D'ETUDE

2.78. ZONE D'ETUDE

2.79. ZONE D'ETUDE

2.80. ZONE D'ETUDE

2.81. ZONE D'ETUDE

2.82. ZONE D'ETUDE

2.83. ZONE D'ETUDE

2.84. ZONE D'ETUDE

2.85. ZONE D'ETUDE

2.86. ZONE D'ETUDE

2.87. ZONE D'ETUDE

2.88. ZONE D'ETUDE

2.89. ZONE D'ETUDE

2.90. ZONE D'ETUDE

2.91. ZONE D'ETUDE

2.92. ZONE D'ETUDE

2.93. ZONE D'ETUDE

2.94. ZONE D'ETUDE

2.95. ZONE D'ETUDE

2.96. ZONE D'ETUDE

2.97. ZONE D'ETUDE

2.98. ZONE D'ETUDE

2.99. ZONE D'ETUDE

3.00. ZONE D'ETUDE

3.01. ZONE D'ETUDE

3.02. ZONE D'ETUDE

3.03. ZONE D'ETUDE

3.04. ZONE D'ETUDE

3.05. ZONE D'ETUDE

3.06. ZONE D'ETUDE

3.07. ZONE D'ETUDE

3.08. ZONE D'ETUDE

3.09. ZONE D'ETUDE

3.10. ZONE D'ETUDE

3.11. ZONE D'ETUDE

3.12. ZONE D'ETUDE

3.13

## Conclusion :

En sa séance du 17 mars 2022, la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture, première section, s'est prononcée sur les projets suivants :

- La CNPA émet un avis favorable à l'unanimité au projet de révision du plan de sauvegarde et de mise en valeur du site patrimonial remarquable de Saint-Émilion (33).
- La CNPA émet un avis favorable à l'unanimité au projet de classement au titre des sites patrimoniaux remarquables d'une partie du territoire de la commune de Bruniquel (82).
- La CNPA émet un avis favorable à l'unanimité, à l'exception d'une abstention, au projet de classement au titre des sites patrimoniaux remarquables d'une partie du territoire de la commune de Montricoux (82).
- La CNPA émet un avis favorable à l'unanimité au projet de classement au titre des sites patrimoniaux remarquables d'une partie du territoire de la commune de Penne (81).
- La CNPA émet un avis favorable à l'unanimité, à l'exception d'une abstention, au projet de modification du périmètre du site patrimonial remarquable de Saint-Antonin-Noble-Val (82).
- La CNPA émet un avis favorable à l'unanimité, à l'exception d'une abstention, au projet de de classement au titre des sites patrimoniaux remarquables d'une partie du territoire de la commune de Caylus (82).

Le président de la Commission nationale du  
patrimoine et de l'architecture,

A handwritten signature in black ink, consisting of several vertical strokes and a horizontal line, positioned above a solid horizontal line.

**Albéric de MONTGOLFIER**